

Document

Défaut ou pas défaut : les dessous de l'affaire grecque

(liesi)

3 février 2012

Les Cinq Cavaliers de l'Apocalypse bancaire

Cinq banques américaines détiendraient 97% du marché des Crédit Default Swaps, les fameux CDS. Ces CDS sont tout simplement des contrats d'assurance. De tels contrats ont été créés pour couvrir toutes sortes de transactions, l'assurance permettant à l'un des partis de se prémunir d'un défaut de paiement de son partenaire contractuel. En décembre 2010, d'après les statistiques de la B.R.I., les montants notionnels des contrats CDS s'élevaient à 29,9 Trillions de \$. En juillet dernier, trois banques américaines, JPM, Bank of America et Citibank, couvraient des risques de défaut qui s'élevaient à 15.227 milliards de \$, soit quasiment le P.I.B des Etats Unis.

Mais ces Banques Américaines, qui ont émis des contrats d'assurance ne sont pas très pressées de dédommager leurs clients, pour la bonne raison qu'elles n'en ont pas les moyens. Jim Sinclair, dans une interview (lundi 30 janvier) décrivait clairement la situation actuelle. Si la Grèce était déclarée en défaut, les 5 plus grosses banques américaines seraient immédiatement déclarées en faillite. Le cas échéant, la totalité du système bancaire, par le jeu du shadow banking, imploserait. Pour avoir une idée des risques, Barclays et RBS avait en 2009 des engagements s'élevant à 2.400 livres. La seule nationalisation du groupe Lloyds Banking aurait fait passer la dette publique anglaise de 45% à 300% du PIB.

Les règles de ces CDS n'ont pas été clairement établies. Le marché est très opaque, les dérivés sont traités "over the counter", ils font partie du "hors bilan". Il semble même impossible au CFTC de donner une définition légale du mot "Swap".. "On" les en empêche depuis le mois d'août. La définition même du mot "défaut" est floue. Ce sont deux organismes, l'I.S.D.A. (l'International Swap & Derivatives Association) et le GFMA (Global Financial Market Association) qui vont définir au cas par cas s'il y a ou non "défaut".

Le plus gros courtier des Etats Unis, MF Global, a fait faillite parce qu'il avait joué le défaut de la Grèce. Mais l'I.S.D.A. a donné son verdict, la Grèce n'acceptant de rembourser que 50% de ses dettes, ne sera pas considérée par l'I.S.D.A comme étant en défaut, mais comme ayant trouvé un accord à l'amiable pour le réaménagement de la dette. MF Global s'est fait voler comme dans un bois. Corzine avait joué une fortune qu'il n'avait pas, et cette fortune n'était que le dépôt de garantie, probablement 15%. Quand on lui a demandé de régler les 85% restant, cela a déclenché la dixième plus grosse faillite de l'histoire des Etats Unis.

Vous ne devinez jamais qui règne en maître sur ces institutions ...

GFMA Le Président Timothy Ryan est un ancien vice-président de JPM

ISDA Le président, Conrad Voldstad, a été le chef du département des dérivés chez JPM en 1984.

Le Directeur général opérationnel Georges Handjinicolaou, était vice-président de Bank of America Aujourd'hui, Blythe Masters, éminence grise de JPM, qui est nommée vice-présidente de l'ISDA en remplacement de Michele Faissola.

L'ISDA va protéger JPM, Bank of America et Citibank, refusant de déclarer un défaut de la Grèce, même si une négociation est trouvée pour ramener la dette à 30%. Les créanciers de la Grèce vont perdre 70% de leur créance + les primes d'assurance payées à JPM & Co. Quant à ceux qui ont joué sur les marchés des CDS en spéculant sur la volatilité de ce marché, ils risquent d'avoir perdu beaucoup plus que leurs mises, ayant souvent joué avec levier en ne versant que le dépôt de garantie.

Divergence d'intérêts

Souvenez-vous des déclarations d'Edward Parker directeur de Fitch Ratings, le 18 janvier dernier: *" Le pays le plus endetté de la zone Euro est probablement incapable d'honorer ses obligations de 14,5 Milliards d'Euros qui arrivent à échéance le 20 Mars"*, a t'il déclaré lors d'une interview à Stockholm, aujourd'hui. Les efforts pour aménager un accord avec le secteur privé sur la manière de gérer les obligations de la Grèce constitueront néanmoins un défaut de paiement pour Fitch. *"Les engagements dits du secteur privé compteront comme un défaut, c'est clairement un défaut dans nos livres."*

Le Président de Fitch est un des leaders du Groupe Bilderberg. Y a t'il une opposition directe entre JPM, Bank of America & Citybank et les oligarques du Bilderberg ? Ces derniers veulent ils faire tomber les plus grosses banques américaines ?

Tribunal pénal international de la Finance ouvre à La Haye

par Menthalo le 23 janvier

Un tribunal international, dédié au règlement des litiges financiers à travers le monde, vient d'ouvrir ses portes à La Haye. Ce tribunal a commencé à prendre forme en Octobre 2010, lorsque des experts du monde financier et juridique se sont réunis à La Haye. Ils avaient conclu que la crise financière de 2008 avait fait ressortir la nécessité de la création d'un organisme capable de prendre des décisions faisant autorité dans le complexe de litiges financiers.

Le tribunal appelé Prime Finance, est constitué d'un groupe d'experts reconnu en matière de finance sur le marché international. Avec une équipe de près de 100 juges et autres experts juridiques internationaux et des marchés, le tribunal va régler les différends impliquant des produits financiers complexes. Le tribunal fonctionnera sur la base de l'arbitrage ou de la médiation. Dans le cas de l'arbitrage, les institutions financières qui font usage du tribunal sera tenu de se conformer à ses décisions. Prime Finance siègera dans le Palais de la Paix, qui abrite également la Cour Pénale internationale des Nations Unies et la Cour permanente d'arbitrage. Ce dernier s'occupe des litiges entre États et a le pouvoir de régler les conflits entre pays et organisations, à la demande des parties concernées.

Il y a fort à parier que Prime Finance va devoir rapidement se pencher sur les CDS de JPM & Co, et sera amené à statuer sur le défaut de la Grèce. Reste à savoir si les autorités américaines vont reconnaître ou non l'autorité de ce Tribunal. Pendant des années, les Américains déniaient au T.P.I. la moindre autorité sur les personnes physiques ou morales américaines. Obama aurait changé la donne, mais en demandant une amnistie pour tous les présidents américains.

Quoiqu'il en soit, l'ISDA a déclaré que peu importe les déclarations de défaut de telle ou telle agence de notation, les décisions en matière de CDS de l'ISDA ont force de loi. Pourquoi ? Parce que les cinq banques dominantes, qui ont inventé ces produits financiers et ont créé ces institutions, en ont décidé ainsi.

Pour Jim Sinclair, les autorités monétaires voudront éviter l'implosion de la Finance Mondiale, que la Grèce soit déclarée en défaut ou non. Leur solution est de dédommager les créanciers de la dette grecque en faisant tourner à font la presse à billets, ce qu'ils ont déjà commencé à faire, créant un précédent. Ils devront ensuite dédommager de la même façon les créanciers de la dette italienne, portugaise, espagnole, française.

Mais ces créanciers recevant de l'argent frais de la BCE, vont immédiatement le re-prêter en court terme à la Grèce, à l'Italie, au Portugal... en augmentant les taux d'intérêts, repoussant le problème de quelques mois et imposant à la BCE d'imprimer encore plus d'argent dans 12 ou 18 mois. Jim Sinclair est formel, une partie de ces liquidités va s'investir sur l'Or et les Matières Premières, faisant monter les cours et provoquant une très forte inflation. Les plus fortes hausses seront sur les Matières Premières et non sur l'or, affirme t'il. Il considère que même les bourses devraient profiter de ces liquidités.

La Machine à créer des bulles est en marche et devrait gonfler pendant dix-huit mois à deux ans, après on verra.

Une situation LOSE-LOSE

Sauf si les Banques américaines sont acculées à reconnaître le défaut de la Grèce cette semaine et donc à se faire Harakiri. Probabilité très faible.

Si ces cinq banques refusent de payer leurs clients qui se sont assurées sur le défaut de la Grèce, personne ne leur fera plus confiance. Le juteux marchés des CDS qui représente 25 trillions de Dollars risque de se tarir, ce qui amènera à la faillite des Banques émettrices, mais avec un sursis de quelques mois.

D'ici là, la Guerre mondiale aura été déclenchée pour cacher la faillite de l'ensemble du système et ces banques seront probablement protégées par un décret sur l'état d'urgence, puisqu'elles ont placé leurs anciens présidents à tous les niveaux du gouvernement américain.

Sauf si une révolution mettrait tous ces ploutocrates corrompus au trou, ce qui ne serait pas pour me déplaire.